

Voici le programme de SES de la classe de 1^{ère}. Pour éviter de reprendre tous les points du programme, voici par chapitre les définitions à connaître, les notions (qui sont souvent un plus large que les simples définitions) et les mécanismes.

Ce document doit vous permettre de mieux cibler l'essentiel. Nous vous conseillons vivement d'investir dans un dictionnaire d'économie et de sciences sociales, que vous pourrez réutiliser par ailleurs en terminale (très complet aux éditions Hatier et avec des documents d'actualités, version 2017) et de vous aider du manuel de Sciences Economiques et Sociales des première ES (disponible au lycée, édition Magnard 2014).

Vous pouvez également vous aider de l'ABC du Bac 1^{ère} ES aux éditions Nathan (il s'agit d'un récapitulatif synthétique du programme de 1^{ère} ES).

NB. En rouge, les mécanismes et en vert, les schémas ou liens vidéos.

NB. N'hésitez pas à faire un tour sur le site dessinemoileco.com

Programme de SES : ce qu'il faut maîtriser

Partie 1. Science économique

Chapitre 1. Les grandes questions que se posent les économistes

1.1. Dans un monde aux ressources limitées, comment faire des choix ?

- Notion de rareté
- Comportement des acteurs : maximisation sous contrainte
- Utilité : définition
- **Utilité marginale : comprendre la notion et le mécanisme**

1.2. Que produit-on et comment le mesure-t-on ?

- Production marchande et non marchande : définitions
- Valeur ajoutée (VA) : **connaître la formule de calcul + les définitions attenantes** (Valeur ajoutée, consommations intermédiaires, production en valeur, PIB) **+ les limites**

1.3. Comment répartir les revenus et la richesse ?

- **Connaître la répartition de la VA (+schéma)**
- Profit, salaire : définitions
- Revenus primaires : connaître les trois types de revenus primaires
- Revenus de transfert, revenu disponible : définitions + **schéma revenu disponible**
- **Redistribution : comprendre le mécanisme**

1.4. Quels sont les grands équilibres macroéconomiques ?

- **L'équilibre emploi/ressources : connaître la formule, avoir compris la lecture de cet équilibre (offre globale/demande globale)**

Chapitre 2. La production dans l'entreprise

2. Comment l'entreprise produit-elle ?

- Facteurs de production et combinaison productive
- Notions de coût total et coût marginal (comprendre objectif de maximisation du profit)
- Productivité : définitions
- **Loi des rendements décroissants : comprendre le mécanisme**

Chapitre 3. La coordination par le marché

3.1. Qu'est-ce qu'un marché ?

- Marché, institutions marchandes, droits de propriété : définitions
- Avoir compris que les échanges devaient être encadrés

3.2. Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il

- Concurrence pure et parfaite : connaître les hypothèses
- **Equilibre : comprendre modification des courbes d'offre et de demande (loi de l'offre et de la demande) + voir graphique**
- Notion de surplus : définition + **graphique + (incidence prix plancher/plafond)**
- Notion d'allocation des ressources

3.3. Comment les marchés imparfaitement concurrentiel fonctionnent-ils ?

- Pouvoir de marché, oligopole et monopole : définitions

3.4. Quelles sont les principales défaillances de marché ?

- Asymétrie d'information, externalités et biens collectifs : définitions + comprendre en quoi cela justifie interventions des pouvoirs publics (repris dans le chapitre 5).

Chapitre 4. La monnaie et le financement

4.1. A quoi sert la monnaie ?

- Fonctions de la monnaie : confiance, lien social et politique + fonctions économiques de la monnaie
- Formes de la monnaie : monnaie fiduciaire et scripturale (savoir définir)

4.2. Comment l'activité économique est-elle financée ?

- Autofinancement, financement direct/indirect : définitions (+ voir schéma)

4.3. Qui crée la monnaie ?

- Banque centrale et prêteur en dernier ressort : définitions
- **Avoir compris le mécanisme de création monétaire (+ voir schéma sur régulation de la création monétaire) + voir vidéo dessine-moi l'éco (sur la banque centrale notamment)**
- **Lire un récapitulatif des deux visions de la monnaie : Keynes/Friedman**

Chapitre 5. Régulations et déséquilibres macroéconomiques

5.1. Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?

- Fonctions économiques de l'Etat : allocation, répartition, stabilisation (**comprendre les fonctions + exemples**) + définition de service public

5.2. Comment le budget de l'Etat permet-il d'agir sur l'économie ?

- Prélèvements obligatoires, dépenses publiques : définitions (+ avoir connaissances de quelques exemples, notamment importance des dépenses de protection sociale)
- Déficit public et dette publique : définitions + **mécanisme de l'effet boule de neige (voir schéma)**

5.3. Quelles politiques conjoncturelles ?

- Demande globale, chômage, inflation, déséquilibre extérieur : définitions (+ calcul du chômage et effet de l'inflation)
- Politiques conjoncturelles, politique budgétaire et politique monétaire : définitions + **mécanismes (relance/rigueur – voir schémas) + limites (PSC, monnaie unique)**

Partie 2. Sociologie générale et sociologie politique

Chapitre 1. Les processus de socialisation et la construction des identités sociales

1.1. Comment la socialisation de l'enfant s'effectue-t-elle ?

- Normes, valeurs, rôles : définitions
- Comprendre mécanisme de socialisation : inculcation, imitation, interaction (notamment approche de Durkheim, Bourdieu et Weber) + instances de socialisation
- Socialisation différentielle : comprendre que socialisation est différente en fonction du sexe (+ notion de genre en sociologie) et du milieu social

1.2. De la socialisation de l'enfant à la socialisation de l'adulte : continuité ou rupture ?

- Socialisation primaire et secondaire : définition + comprendre l'idée que la socialisation est continue

Chapitre 2. Groupes et réseaux sociaux

2.1. Comment les individus s'associent-ils pour constituer des groupes sociaux

- Groupe social, groupe primaire/secondaire : définitions
- Groupe d'appartenance/de référence : définitions

2.2. Comment les réseaux sociaux fonctionnent-ils ?

- Réseaux sociaux, sociabilité et capital social : définitions
- Thèse de la force des liens faibles (Mark Granovetter)

Chapitre 3. Contrôle social et déviance

3.1. Comment le contrôle social s'exerce-t-il ?

- Contrôle social formel/informel : définitions (bien comprendre la différence et les objectifs du contrôle social, lien avec normes formelles et informelles)

3.2. Quels sont les processus qui conduisent à la déviance ?

- Déviance : définition
- Anomie : définition, comprendre le mécanisme (Durkheim, R.K Merton)

3.3. Comment mesurer le niveau de la délinquance ?

- Délinquance : définition, bien faire la nuance avec déviance

Chapitre 4. Ordre politique et légitimation

4.1. Pourquoi un ordre politique

- Etat, Etat-nation, souveraineté : définitions
- Savoir que l'Etat détient le monopole de la violence physique (comprendre ce que cela signifie)
- Connaître les deux conceptions de la nation (élective et ethnique)

4.2. Quelles sont les formes institutionnelles de l'ordre politique ?

- Etat de droit, démocratie représentative : définitions

Partie 3. Regards croisés

Chapitre 1. Entreprise, institution, organisation

1. Comment les rapports sociaux s'organisent-ils dans l'entreprise ?

- Lire simplement le chapitre : l'objectif est de comprendre que l'entreprise est une organisation particulière permettant de coordonner les activités humaines entre coopération et conflit (diversité des intérêts, diversité des parties prenantes, existence d'une hiérarchie)

Chapitre 2. Action publique et régulation

2.1. Comment l'Etat-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?

- Solidarité : définition
- Etat-providence : définition, **comprendre les raisons de sa mise en place + crise de l'Etat-providence (P. Rosanvallon)**
- **Système Bismarckien/système beveridgien : comprendre la différence,**
- Désaffiliation sociale (R. Castel) : concept
- Disqualification sociale (S. Paugam) : concept

2.3. Comment un phénomène social devient-il un problème public ?

- Comprendre le mécanisme par lequel un phénomène X devient l'objet d'une attention particulière puis l'objet d'une prise de décision ou non des pouvoirs publics (ex. mariage pour tous, sécurité routière, etc.) => **entrepreneurs de morale (H. Becker), médiatisation, politisation**
- Action publique : définition

Programme de SES : les définitions et schémas

Partie 1. Science économique – Définitions et schémas

Chapitre 1. Les grandes questions que se posent les économistes

L'utilité désigne la satisfaction que retire un individu d'une activité ou de la consommation d'un bien ou d'un service.

L'utilité totale augmente avec les quantités consommées mais de moins en moins vite : **l'utilité marginale**, soit la satisfaction apportée par la dernière unité consommée est en effet généralement décroissante.

La production marchande est une production de biens et services destinés à être vendus sur le marché à un prix couvrant les coûts de production.

La production non marchande est une production fournie à titre gratuit ou quasi gratuit, c'est-à-dire à un prix très inférieur au coût de production. La production non marchande est réalisée par des facteurs de production obtenus par le marché.

La valeur ajoutée mesure la richesse nouvellement créée par une entreprise au cours de son cycle de production. Elle est égale à la différence entre la valeur de la production et les consommations intermédiaires. Valeur ajoutée = CA (Chiffre d'affaire) - CI

Les consommations intermédiaires (CI) correspondent aux biens et services transformés ou détruits dans le processus de production.

La production en valeur se mesure par :

$$\text{Production en valeur} = \text{Quantités produites} \times \text{Prix de vente}$$

Le PIB (Produit intérieur Brut) est égal à la somme des valeurs ajoutées produites par les unités économiques résidentes. Les variations du PIB permettent de mesurer la croissance économique.

$$\text{PIB} = \text{Somme des valeurs ajoutées des unités économiques résidentes} + \text{TVA} \\ + \text{Droits de douane} - \text{Subventions aux importations}$$

Le profit, au sens comptable du terme, correspond à la différence entre les recettes et les coûts. Pour la comptabilité nationale, il correspond à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE).

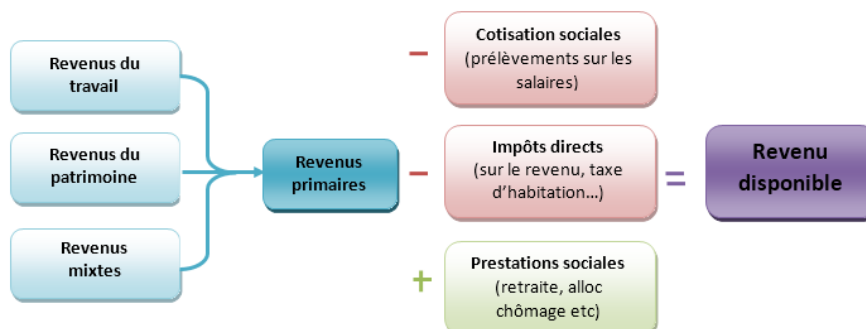
Le salaire est la rémunération que perçoivent les salariés. Le salaire brut correspond au salaire net augmenté des cotisations sociales. Le salaire net est donc le salaire réellement perçu par les salariés.

Les revenus de transfert désignent les prestations sociales versées par les administrations publiques aux ménages et financées par les impôts et les cotisations sociales.

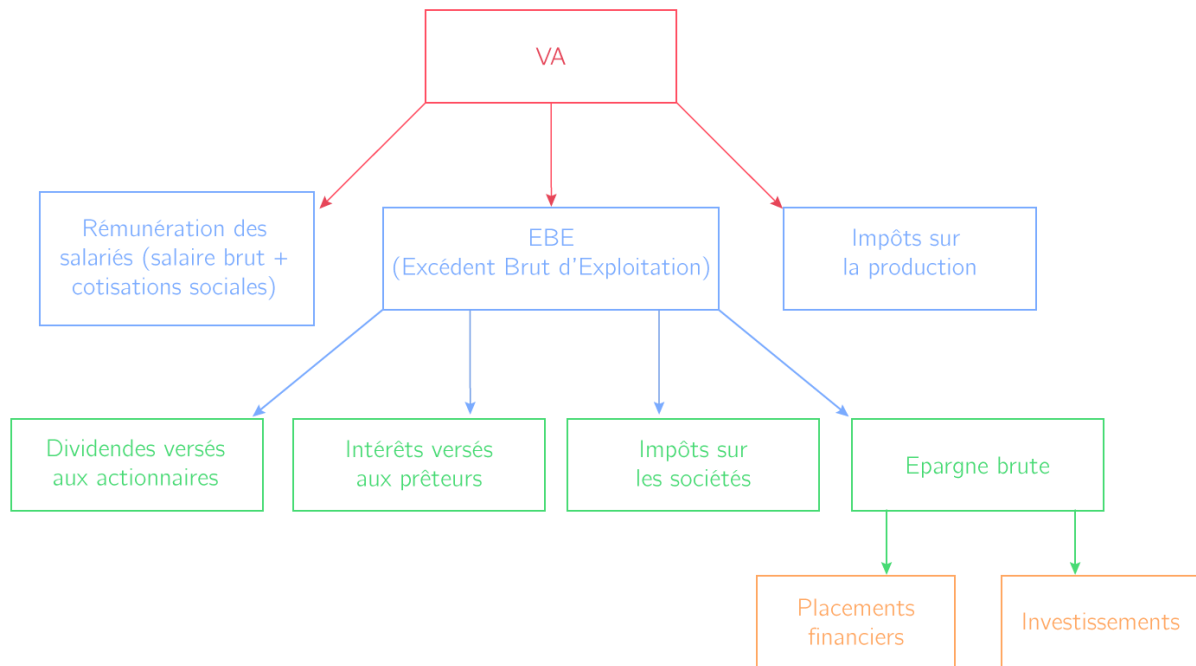
Le revenu disponible correspond au revenu dont dispose un individu pour consommer ou épargner.

$$\text{Revenu disponible} = \text{Revenus primaires} - \text{Prélèvements obligatoires} + \text{Revenus de transfert}$$

• Schéma sur la répartition des revenus :



- **Schémas sur la répartition de la valeur ajoutée**



Chapitre 2. La production dans l'entreprise

Les facteurs de production sont les biens et services utilisés par une organisation dans le processus de production d'un bien ou d'un service. Les entreprises vont utiliser du capital et du travail, soit des ressources qui ne sont ni détruites ni transformées au cours du processus de production.

Le travail au sens économique est une activité humaine organisée, rémunérée et déclarée.

Le capital est entendu au sens du capital fixe, soit les biens de production durables.

La combinaison productive est l'association choisie du travail et du capital pour produire une certaine quantité de biens et services.

La productivité mesure l'efficacité de la combinaison productive.

La productivité du travail mesure l'efficacité productive du facteur travail. On peut calculer la productivité horaire et/ou la productivité par tête.

$$\text{Productivité horaire} = \text{Quantité produite} / \text{Nombre d'heure de travail nécessaires}$$

$$\text{Productivité par tête} = \text{Quantité produite} / \text{Nombre de salariés}$$

La productivité marginale du travail revient à considérer le supplément de production permis par l'ajout d'un travailleur supplémentaire. C'est l'augmentation de la production (Y) rapporté à l'augmentation des quantités de travail (L) : $\Delta Y / \Delta L$

La productivité marginale du capital revient à considérer le supplément de production permis par l'ajout d'un travailleur supplémentaire. C'est l'augmentation de la production (Y) rapporté à l'augmentation des quantités de capital (K) : $\Delta Y / \Delta K$

Chapitre 3. La coordination par le marché

Le marché est un lieu fictif ou réel où se rencontrent l'offre et la demande, ce qui permet d'aboutir à la formation d'un prix.

Les institutions marchandes fixent les règles de l'échange et protègent le droit des individus.

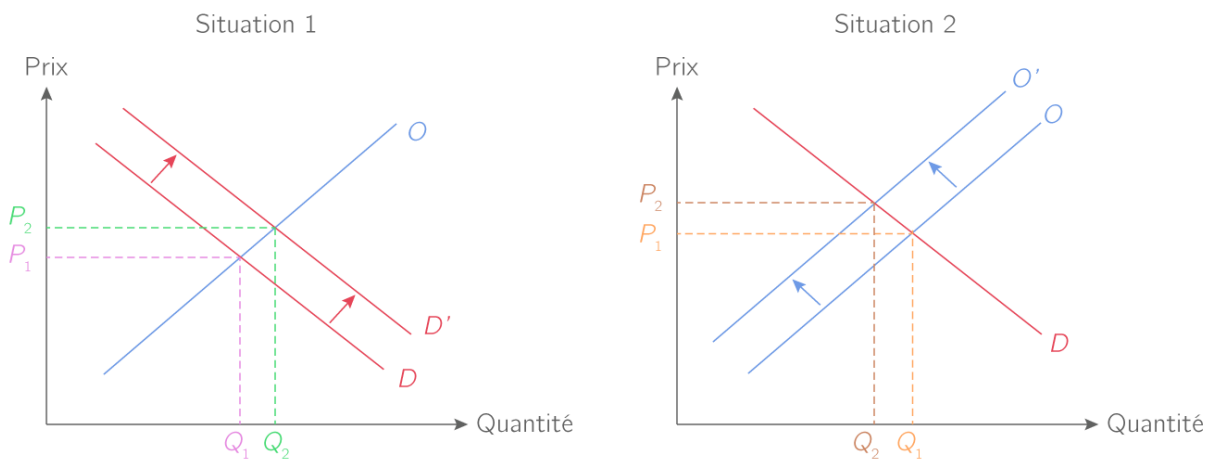
Les droits de propriété sont des droits dont dispose le propriétaire d'un bien pour l'utiliser comme il le souhaite (usus), pour en tirer un revenu (fructus) et pour en disposer, c'est-à-dire le céder (abusus).

Le surplus mesure le gain net total que font les consommateurs et les producteurs. C'est la différence entre le prix auquel un acheteur (un producteur) est prêt à payer (à vendre) et le prix de marché

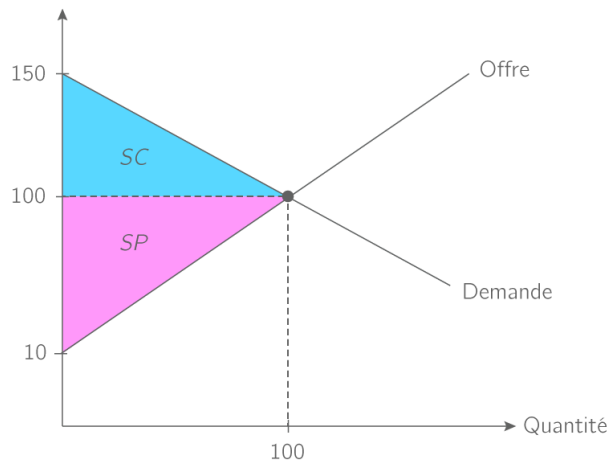
- **Schéma représentant l'offre et la demande**



- **Schéma représentant l'ajustement de l'offre et de la demande**



- **Schéma représentant le surplus sur un marché (SC = surplus consommateur et SP le surplus du producteur)**



Le monopole est une structure de marché dans laquelle il n'y a qu'un seul offreur face à un grand nombre de demandeurs. Le monopole peut-être public (la SNCF) ou privé.

L'oligopole est une situation de marché caractérisée par un petit nombre d'offreurs face à un grand nombre d'acheteurs.

Le pouvoir de marché représente la capacité pour une entreprise à influencer le prix du marché et de le fixer au-dessus de son équilibre en situation de concurrence pure et parfaite.

Un bien collectif est un bien qui n'est pas divisible (non excluabilité) et dont la consommation par un individu supplémentaire ne réduit pas la satisfaction des autres (non rivalité). Certains biens collectifs peuvent respecter seulement un des deux principes.

Les externalités sont des conséquences positives ou négatives, non prises en compte par le marché, d'une action individuelle sur la collectivité.

Les asymétries d'information sont des situations d'échange dans laquelle une partie dispose d'informations que l'autre n'a pas.

Chapitre 4. La monnaie et le financement

Le financement indirect est un financement de l'économie par des intermédiaires financiers comme les banques.

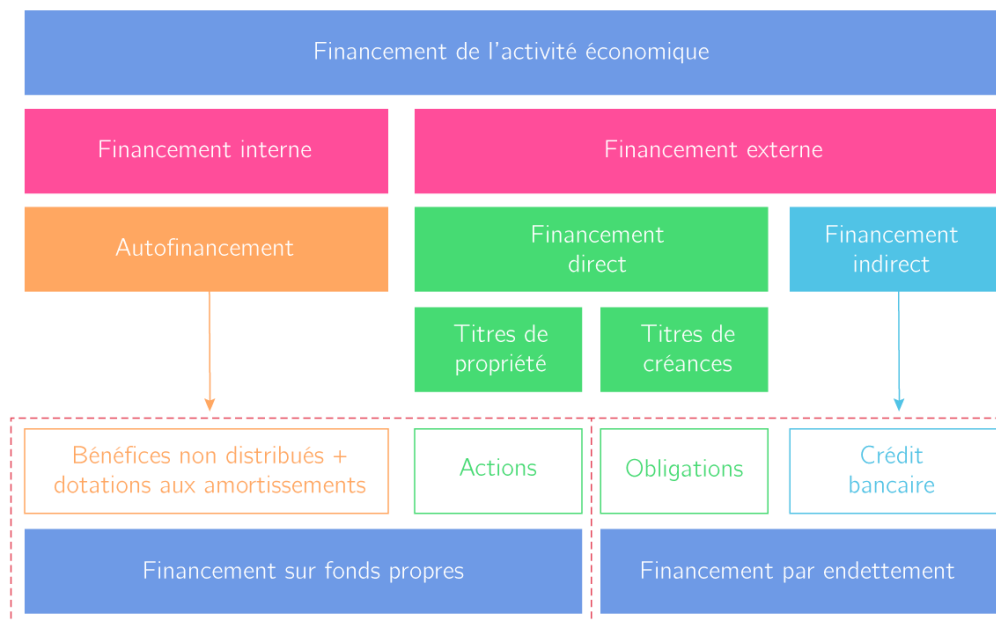
Le financement direct est un financement sur les marchés (monétaire pour le court terme, financier pour le long terme). Les agents à besoin de financement émettent des titres achetés directement par les agents à capacité de financement.

L'autofinancement correspond aux moyens de financement obtenus au sein même de l'entreprise grâce à son activité (bénéfices mis en réserves et dotations aux amortissements).

Le taux d'intérêt correspond au pourcentage d'une somme prêtée que le débiteur doit payer au créancier en rémunération d'un service.

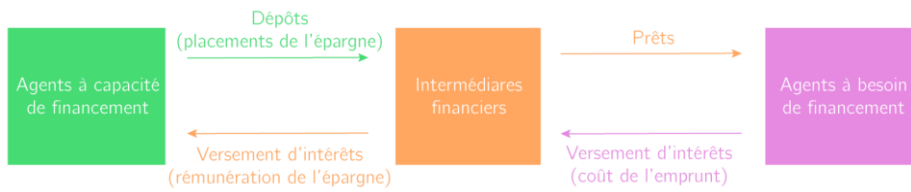
Le risque de crédit est le risque pris par un agent lorsqu'il accorde un prêt (risque de ne pas être remboursé) et par un agent lorsqu'il emprunte (risque de ne pouvoir rembourser l'emprunt).

- **Schéma sur le financement de l'activité économique**

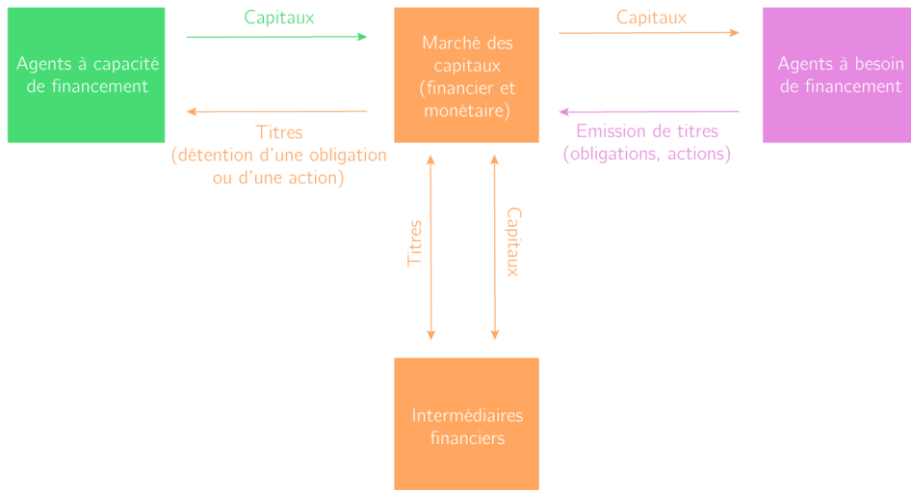


- **Schémas sur le financement direct et indirect**

Financement direct

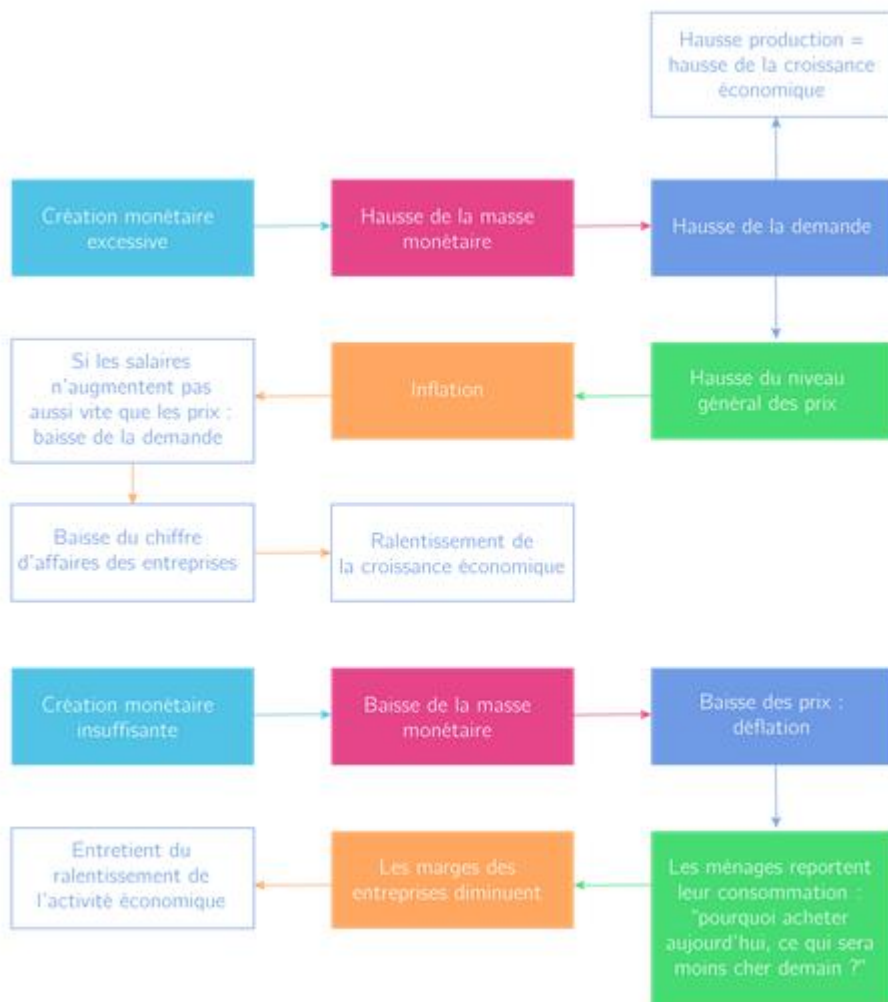


Financement indirect

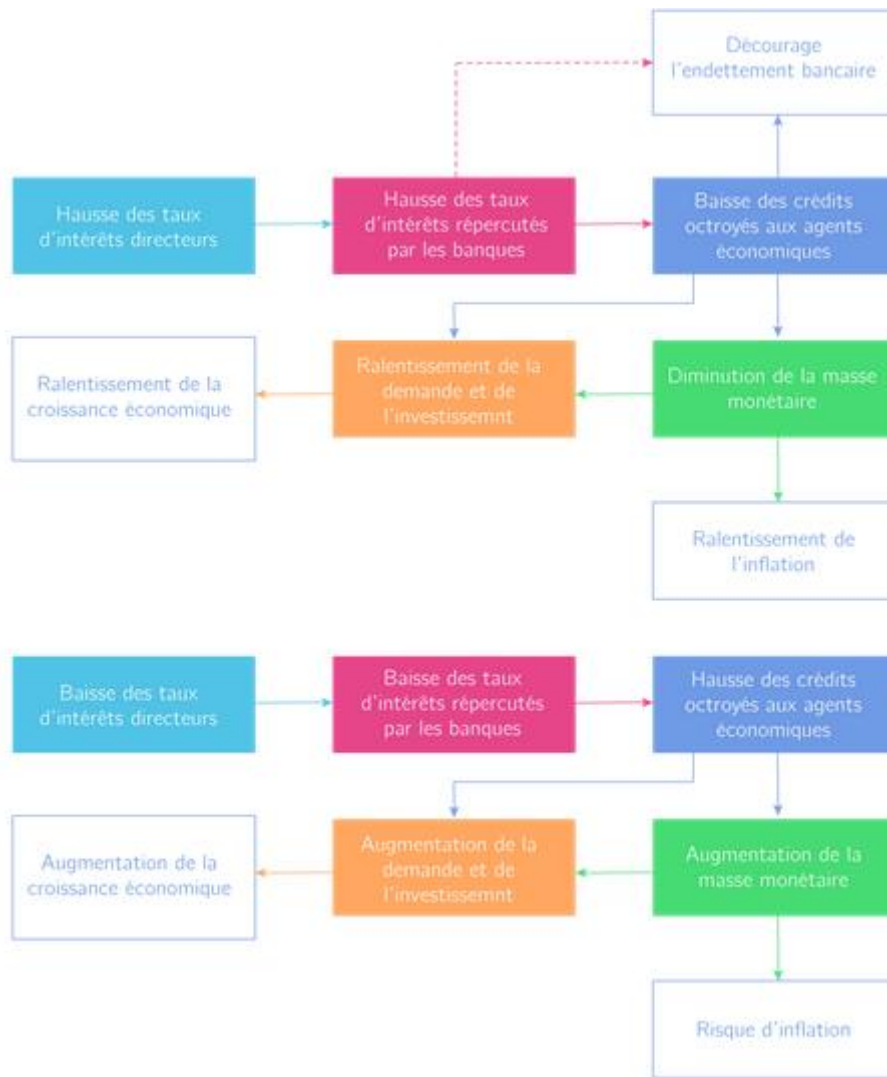


La banque centrale est la "banque des banques" dans un état ou une zone monétaire. Elle assure et contrôle la création monétaire (monopole d'émission de billets) et conduit la politique monétaire. Elle est garante de la liquidité bancaire et est indépendante vis-à-vis du pouvoir politique.

La fonction de prêteur en dernier ressort est une fonction de la banque centrale qui permet de garantir la fourniture de liquidités aux agents économiques, notamment en cas d'insuffisance de liquidités.



• Schéma sur la régulation de la création monétaire



Chapitre 5. Régulations et déséquilibres macroéconomiques

Le service public désigne toute activité économique d'intérêt général s'exerçant sous l'égide des pouvoirs publics.

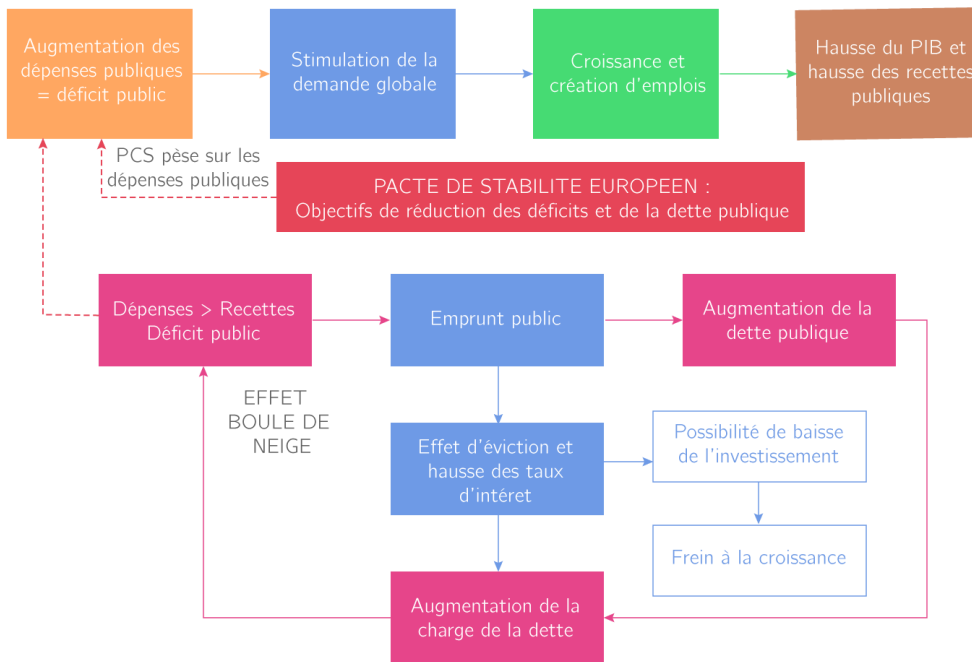
Les prélèvements obligatoires sont des versements effectués par les agents économiques aux administrations publiques (l'Etat, les APUL et les ASSO), ils sont constitués d'impôts et de cotisations sociales.

Les dépenses publiques sont l'ensemble des dépenses engagées pour couvrir les dépenses courantes d'administration, pour les services publics et la redistribution.

Le déficit public correspond au solde négatif du budget de l'ensemble des administrations publiques (l'Etat, les collectivités territoriales et les administrations de sécurité sociale). Les dépenses publiques sont supérieures aux recettes publiques.

La dette publique est l'ensemble des emprunts contractés par l'Etat (généralement pour couvrir le déficit public), les administrations publiques locales et les administrations de la sécurité sociale.

• **Schéma sur l'effet boule de neige**



La demande globale est constituée de la demande intérieure et de la demande extérieure. Elle comprend donc la demande totale du secteur public et privé (consommation finale, consommation intermédiaire, investissement), aussi bien exprimée par les agents à l'intérieur du pays que celle exprimée par les agents extérieurs (les exportations).

Le chômage désigne l'état des personnes sans emploi, disponibles pour travailler et recherchant activement un emploi.

L'inflation correspond à une hausse durable et généralisée des prix.

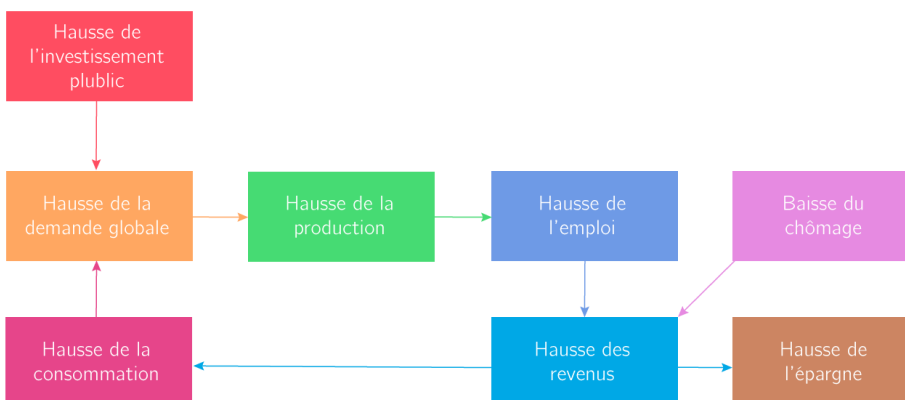
Le déséquilibre extérieur représente la différence entre les exportations et les importations. On utilise principalement le solde courant pour estimer le déséquilibre extérieur.

Les politiques conjoncturelles sont des politiques de court terme et correspondent aux mesures prises par les autorités publiques sur les "grands équilibres" (taux de chômage, d'inflation, de croissance et solde extérieur).

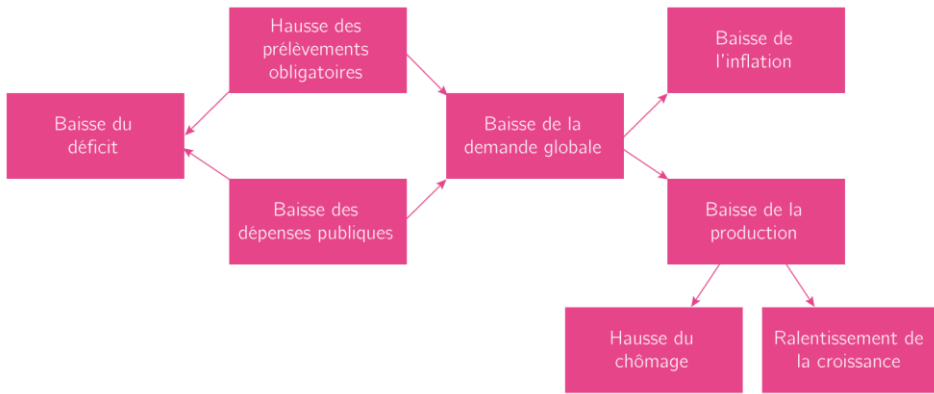
La politique budgétaire est une politique conjoncturelle qui cherche à agir sur l'activité économique en modulant les recettes et les dépenses de l'Etat.

La politique monétaire est une politique qui, pour agir sur la masse monétaire, augmente ou diminue le taux d'intérêt.

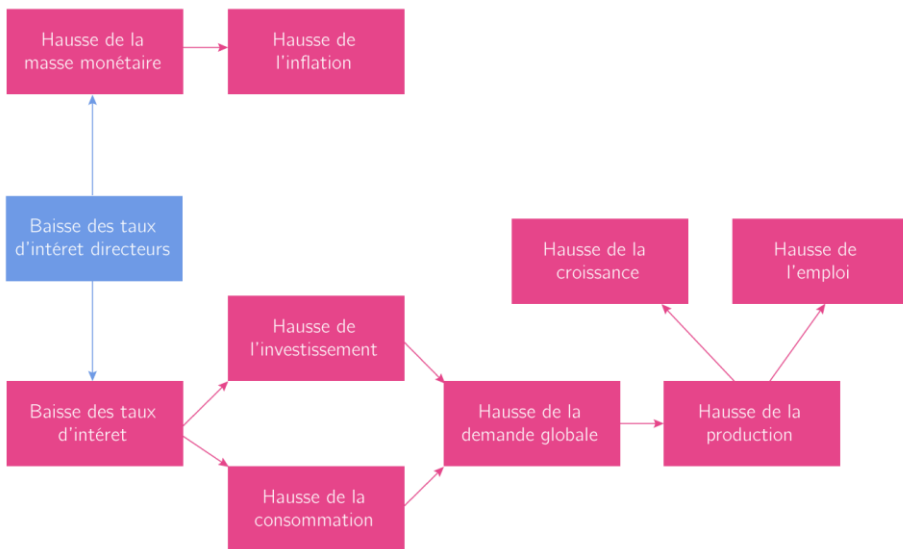
• **Schéma sur la politique budgétaire de relance**



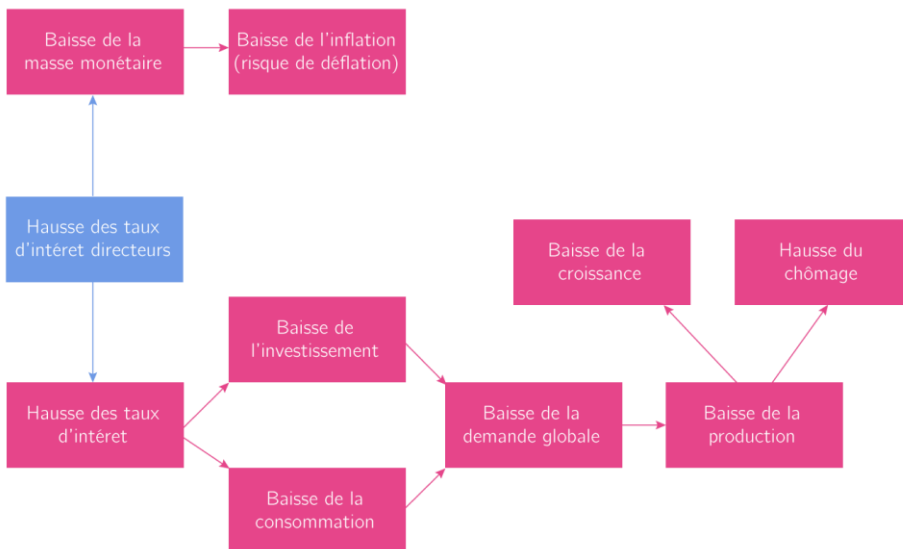
• **Schéma sur la politique budgétaire de rigueur**



- **Schéma sur la politique monétaire de relance**



- **Schéma sur la politique monétaire de rigueur**



Partie 2. Sociologie générale et sociologie politique – Définitions

Chapitre 1. Les processus de socialisation et la construction des identités sociales

La socialisation désigne le processus par lequel l'individu est construit par la société dans laquelle il vit. C'est un processus au cours duquel l'individu acquiert par intériorisation et incorporation des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement.

Les valeurs représentent ce qui est considéré comme désirable, juste ou encore important, dans une société. Ce sont des idéaux qui s'illustrent à travers les normes.

Les normes sont des règles de conduites fondées sur les valeurs et qui marquent l'appartenance d'un individu à une société. Elles peuvent être explicites ou implicites, formelles et informelles.

Les rôles sont un ensemble de comportements qui sont socialement attendus, notamment en fonction d'un statut.

Le statut désigne la position d'un individu dans la hiérarchie sociale.

La socialisation primaire se déroule pendant l'enfance, et c'est pendant cette période que les apprentissages de base vont se faire. L'enfant apprend les attitudes et les principes généraux auxquels il doit se conformer.

La socialisation secondaire se déroule tout au long de l'âge adulte : l'individu intériorise de nouvelles valeurs, de nouveaux rôles qui peuvent plus ou moins transformer son identité. La socialisation secondaire se déroule lorsque l'individu fait des études, exerce une profession, fonde une famille, etc.

Chapitre 2. Groupes et réseaux sociaux

Un groupe social est un ensemble d'individus en relations directes ou indirectes et qui se reconnaissent comme membres d'un collectif, en opposition à ceux qui n'en sont pas membres.

Un groupe primaire est caractérisé par un fort degré d'intimité et par des relations intenses, c'est-à-dire, directes qui vont renforcer leur degré de cohésion. Ce sont davantage des groupes de petite taille.

Un groupe secondaire est de taille plus conséquente et les relations sont plus indirectes (plus superficielles) avec un degré d'intimité (d'appartenance) plus faible. Le comportement des individus et leurs rôles vont davantage se cantonner au statut occupé dans le groupe.

Le groupe d'appartenance est le groupe dont l'individu est membre, il dicte le rôle que l'on attend de l'individu.

Le groupe de référence c'est celui auquel l'individu veut appartenir, celui sur lequel il va chercher à "calquer" son rôle. Ce groupe peut être différent du groupe d'appartenance et les individus peuvent se référer à un autre système de normes, valeurs etc.

Les réseaux sociaux sont un ensemble de relations entre des individus ou des groupes d'individus, entretenant des liens plus ou moins forts.

La sociabilité désigne l'ensemble des relations qu'une personne ou qu'un groupe entretient avec les autres.

Le capital social désigne l'ensemble des ressources liées au réseau social d'un individu et mobilisables pour atteindre un objectif.

Chapitre 3. Contrôle social et déviance

Le contrôle social correspond à l'ensemble des moyens et des processus par lesquels une société parvient à faire respecter ses normes.

Le contrôle social formel correspond au respect des normes formelles et prévoit ainsi de manière explicite des sanctions en cas de transgression.

Le contrôle social informel correspond au respect des normes informelles et passe par une surveillance accrue des membres et par une pression sociale. Le contrôle social exerce ainsi des sanctions positives (approbation, récompense) et négatives (actions punitives, répressives ou correctrices de la société).

La déviance désigne les conduites que les membres d'une société ou d'un groupe réprouvent ou sanctionnent car elles sont considérées (jugées) non conformes à leurs propres normes ou valeurs.

L'anomie est une perte des repères sociaux qui fait que les attentes des individus ne sont pas cohérentes avec les moyens dont il dispose pour les réaliser.

La délinquance est une forme particulière de déviance, correspondant aux conduites sanctionnées pénalement car elles sont des infractions aux normes de droit (juridiques) en vigueur dans une société. La délinquance correspond aux crimes et délits punis par la loi.

Chapitre 4. Ordre politique et légitimation

L'Etat est une forme d'organisation politique caractérisée par le monopole du pouvoir de contrainte sur un territoire et une population donnés et par un ensemble de règles juridiques stables. Il s'exprime à travers des organes politiques et administratifs (gouvernement, parlement, etc.)

La nation est une communauté humaine définie comme entité politique, réunie sur un territoire propre et partageant une identité collective.

Un Etat-nation est un état qui coïncide avec une nation établie sur un territoire délimité et définie en fonction d'une identité commune.

La souveraineté caractérise un pouvoir qui n'a pas de pouvoir supérieur ou concurrent sur un territoire donné. La souveraineté nationale correspond alors au principe de l'autorité suprême reposant sur le peuple réuni au sein de la nation.

Un Etat de droit est un Etat qui protège ses citoyens des abus de pouvoir grâce aux respects des lois et des droits de l'homme. Les décideurs politiques eux-mêmes sont soumis à la loi.

La démocratie, du latin Demos (peuple) Kratos (pouvoir), est le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. Dans une démocratie, les citoyens gouvernent directement (démocratie directe) ou par l'intermédiaire de leurs représentants (démocratie représentative).

La démocratie représentative (ou délégative) est une démocratie dans laquelle les citoyens expriment leur volonté par l'intermédiaire de représentants élus en fonction de leur appartenance politique et à qui ils délèguent leurs pouvoirs.

Partie 3. Regards croisés – Définitions

Chapitre 1. Entreprise, institution, organisation

Une entreprise est une unité économique et juridique produisant des biens et services destinés à être vendus sur un marché afin de réaliser un bénéfice.

L'organisation est une structure qui coordonne l'activité des individus pour les rendre capables de coopérer en vue de réaliser un objectif commun. Les entreprises, les associations et les administrations sont des organisations.

Chapitre 2. Action publique et régulation

La solidarité désigne les pratiques et valeurs d'entraide dans une société. La solidarité peut être privée (la famille) ou publique (l'Etat-providence).

L'Etat-providence désigne l'ensemble des interventions de l'État dans le domaine social qui visent à garantir un niveau minimum de bien-être à l'ensemble de la population, en particulier à travers un système étendu de protection sociale.

La désaffiliation est un processus par lequel un statut social perd son caractère protecteur.

La disqualification sociale est un processus de constitution d'une image négative des pauvres car ils se sentent stigmatisés par l'étiquetage de "pauvres" ou "d'assistés", notamment par les services sociaux.

L'action publique désigne l'ensemble des actions engagées par les pouvoirs publics pour répondre à un problème mis à l'agenda politique.